VIme Année. — No 161. PARAIT TOUS LES SAMEDIS Genève, 24 Février 1906.

LE RÉVEIL

SOCIALISTE-ANARCHISTE

SUISSE et ITALIE :
ABONNEMENTS : Une année, Fr. 3.— ; Six mois, Fr. 1.50
Le numéro : 5 centimes

Adresser lettres et communications :
RUE DES SAVOISES, 6
GENÈVE (SUISSE)

UNION POSTALE UNIVERSELLE :
ABONNEMENTS : Une année, Fr. 5.— ; Six mois, Fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Tombola au profit du RÉVEIL

de 200 billets à 50 centimes. Le prix est un très beau portrait à l'huile de Louise Michel. Plus d'une centaine de billets restent encore à vendre. Avis aux camarades qui désirent aider à notre journal.

Le Suffrage universel

Cet article pourrait presque paraître un anachronisme, si la réaction social-démocratique n'avait pas opposé à l'agitation internationale pour les huit heures un mouvement en faveur du suffrage universel. Le piétinement sur place, qui a été le résultat le plus clair de tous les pratiques et savants programmes réformistes, devait nous réserver ce beau spectacle : le socialisme à l'aube du vingtième siècle n'ayant d'autre postulat à réaliser immédiatement que celui de la bourgeoisie radicale de 1848.

A l'heure où en Italie, en Autriche et en Allemagne se poursuit encore la lutte pour le suffrage universel, sans compter la Russie, dont les Plekhanoff voudraient réduire tout l'effort révolutionnaire à l'obtention du bulletin de vote ; à l'heure où nos socialistes suisses, réunis à Olten, ont proclamé une fois de plus que le salut est surtout dans l'augmentation des élus socialistes dans tous les Conseils du pays, l'article de notre camarade Malatesta est malheureusement d'actualité, et comme tel nous le donnons ici.

✶

Pendant de longues années, les partisans de la démocratie (qui signifie gouvernement du peuple) ont soutenu que le suffrage universel est la source légitime du droit et le remède à tous les maux sociaux.

Quand tous auront droit de vote, disaient-ils, le peuple enverra au pouvoir ses amis et fera triompher sa volonté. Si les institutions que fonderont les élus du vote populaire ne seront pas parfaites, si ceux-ci trahiront les intérêts de leurs électeurs, ces derniers n'auront qu'à s'en prendre à eux-mêmes, reconnaître leur faute et voter mieux une autre fois.

Même, ajoutent les plus radicaux, pour plus de sécurité on peut préconiser la révocation du mandataire et établir le référendum, ce qui signifie que les électeurs sont toujours libres de destituer leur élu et d'en nommer un autre, et que les lois faites par les députés ne sont valables qu'après avoir été approuvées par un vote direct du peuple.

Mais ce suffrage universel fut en vigueur à diverses époques, dans presque tous les pays civilisés, même sous forme de plébiscite, qui est bien le vote direct de tous sur une question déterminée ; il fut donné comme une conquête du peuple insurgé, ou comme concession des vainqueurs qui crûrent utile de fortifier leur domination par une apparence de consentement populaire. En réalité il servit toujours à sanctionner toutes espèces d'usurpations ; il répondit toujours aux désirs de ceux qui avaient le pouvoir en main. Le suffrage universel fonctionne normalement depuis longtemps déjà en maints pays ; dans certains existe aussi le rétérendum et néanmoins le peuple continue à être esclave de la bourgeoisie, qui possédant seule les richesses sociales produites par les travailleurs, ne se trouve pas plus incommodée qu'auparavant.

Aux démocrates purs et simples, tombés en discrédit, se sont unis les socialistes qui se qualifient démocrates ; et ceux-ci, de même, prétendent faire le bien de tous au moyen d'un gouvernement du peuple issu du suffrage universel. Et partout on s'agite pour la conquête de ce suffrage-panacée, on s'efforce d'attirer les travailleurs par cette monstrueuse et mensongère affirmation : « Quand vous voterez, ce sera vous qui commanderez. »

Et bien, non. Le suffrage universel, quoique invoqué par les socialistes ne sera pas plus efficace que lorsque les démocrates le proclamèrent.

★

Pourquoi le suffrage universel n'a-t-il pas servi dans le passé à l'émancipation du peuple ? Pourquoi dans l'avenir en sera-t-il de même ?

Aux socialistes nous ne devrions pas avoir besoin de rappeler l'effet que produisent les conditions matérielles sur la mentalité des individus, ni pourquoi les travailleurs ne peuvent s'émanciper politiquement s'ils abandonnent le point de vue économique.

Pour des socialistes — qui n'ont pas cessé de l'être — le suffrage universel pourrait tout au plus servir pour organiser la société future; mais il devrait, avant tout, être précédé de l'expropriation, faite révolutionnairement et de la mise à disposition de tous des moyens de production et de toute la richesse existante. Il pourrait être, pour des socialistes autoritaires, la sanction du droit dans une société basée sur l'égalité des conditions ; mais il ne pourra jamais être un moyen pour sortir des conditions présentes, non plus qu'un instrument d'émancipation.

Malgré cela, cette catégorie de socialistes réclame, aujourd'hui, le suffrage universel, comme moyen suprême pour conquérir l'égalité économique et réaliser le socialisme. Et si, en quelque pays, ils parlent de révolution et peut-être même la provoquent et la secondent, ce n'est qu'à seule fin de conquérir le suffrage universel, en proclamant la république, ou peut-être en supportant même la monarchie, là où le souverain, pourvu qu'il puisse conserver le trône et sa liste civile, se résignera à laisser au suffrage universel pleins pouvoirs. Ce qui revient à dire que, pour tout socialisme, ils voudraient nous faire accepter les conditions politiques qui existent en France, en Suisse et dans certaines parties de l'Amérique, lesquelles depuis des années et des siècles n'ont pas été capables d'arriver au socialisme, ni même seulement de mettre un frein à l'accumulation capitaliste..... pas même capables d'empêcher les massacres de travailleurs récalcitrants !

✶

Mais supposons même qu'il advienne que des conditions favorables se réalisent de façon que chacun puisse voter librement et convenablement ; supposons la révolution sociale chose faite ; tous bénéficient d'une indépendance économique absolue, ces nouvelles conditions ont élevé la mentalité de la masse, le peuple est instruit. Le suffrage universel, c'est-à-dire le gouvernement élu par le suffrage universel, serait impuissant quand même, pour des raisons inhérentes à sa nature, à représenter les intérêts de tous et à leur donner satisfaction.

Déjà, avant tout, le gouvernement « élu par le peuple » n'est en réalité élu que par ceux qui triomphent dans la bataille électorale : les autres, qui peuvent être une très grande minorité et même la majorité, restent sans représentant. Ce serait un régime dans lequel la majorité légale (qui n'est au fait majorité réelle que par hypothèse) aurait le droit de commander à la minorité.

Ce serait déjà une chose inacceptable, car les minorités peuvent avoir raison autant sinon plus que les majorités, et en tout cas les droits de chaque individu sont également sacrés, soit que celui-ci appartienne à la majorité ou à la minorité, soit qu'il n'appartienne ni à l'une ni à l'autre. Mais la réalité est encore pire.

Les élus qui font la loi peuvent être nommés par la majorité des électeurs ; mais la loi est faite seulement par une majorité de ces élus, et de la sorte il en résulte que la plupart du temps ceux qui approuvent une loi ne représentent qu'une minorité d'électeurs par rapport au corps électoral entier. Donc, avec le système du suffrage universel, de même qu'avec n'importe quel système de gouvernement représentatif, même en supposant que les élus agissent réellement selon la volonté des électeurs, c'est toujours la minorité qui gouverne la majorité. Or, si la domination de la majorité est injuste et tyrannique, la domination de la minorité est encore plus injuste et dangereuse, d'autant plus qu'à travers l'alchimie de la politique ce n'est certainement pas à une minorité plus éclairée, plus progressive, meilleure en un mot, qu'échoit le pouvoir. Au contraire !

(*A suivre.*) ERRICO MALATESTA.

La nouvelle affiche antimilitariste

On a placardé à Paris et ailleurs une nouvelle affiche semblable en tous points à celle qui a valu aux premiers signataires tant et tant d'années de condamnation. Mais cette fois-ci elle porte deux mille et quelques centaines de signatures.

Bien que je ne sois pas d'accord avec le texte, je l'ai signée. J'estime qu'il y a des devoirs de solidarité et de protestation à remplir et il est absurde, en de telles occasions, de chicaner sur la teneur de telle ou telle phrase. D'ailleurs, il reste toujours le tribunal pour s'expliquer.

A quelle sauce va-t-on nous manger ?

Affolé, le gouvernement ergote. Il patauge dans le maquis de la procédure, c'est le cas de le dire.

Serons-nous mangés à la sauce « cour d'assises » ou à celle « correctionnelle » avec application des lois scélérates, s. v. p. ?

On ne poursuivra qu'une partie des signataires. Comment va s'opérer ce triage ? Va-t-on mettre tous les noms -- les 2300 — dans le chapeau haut de forme de M. le juge d'instruction André et quelque mouchard en tirera-t-il 150 au sort ?

Comment va-t-on procéder ?

Je me demande anxieusement si je vais être compris parmi les poursuivis. Si mon nom ne sortait pas ?

Voici après 35 ans de République où nous en sommes en France : la police saisit illégalement des journaux, elle en prohibe la vente, elle les confisque. D'une liste de 2300 signataires, à une affiche prétendue subversive les juges se permettent d'extraire tels ou tels noms, acte arbitraire, s'il en fut. A la pensée des débats publics, le gouvernement républicain songe à étouffer le procès et à envoyer les victimes à ces distributeurs automatiques de condamnations que sont les juges de la correctionnelle. Dites nous, s. v. p., si la différence est bien grande entre l'autocratie russe et le gouvernement de la république française ?...

E. Armand.

LA FIN D'UNE ÉQUIVOQUE

Le congrès d'Olten, prévu pour régler la question militaire, n'a rien réglé du tout comme on pouvait s'y attendre, mais, en revanche, il nous a montré le néant des idées socialistes chez la plupart des congressistes.

Il n'a rien réglé, car à la première occasion, au moment d'une grève, alors que le soldat sera mis sur pied pour défendre les intérêts capitalistes, sans tenir compte du vote du congrès, le comité central s'empressera de laissez dormir de leur bon sommeil la motion n° III, avec l'initiative des vingt millions et tant d'autres décisions prises par les adhérents au parti socialiste suisse, mais demeurées lettre morte parce que le comité en était l'adversaire.

Greulich, cet homme qui était déjà, il y a trente ans, un modèle d'étroitesse d'esprit, était opposé à cette motion et ne voulait pas que le soldat fut mis entre son devoir (?) de soldat et celui de travailleur conscient. Pour lui le devoir du soldat est intangible et ne peut être opposé à aucun autre. Dès lors nous pouvons nous faire une idée de la manière dont sera mise en vigueur la susdite motion ; du reste, elle figure dans les décisions à titre de « conseil » donné aux soldats au moment du congrès, mais rien n'oblige le comité central à le faire entendre à nouveau en temps opportun.

Par conséquent, la question militaire n'est pas réglée quoiqu'en aient dit les organes du parti. Demain elle sera posée à nouveau, au premier incident de la lutte ouvrière. Elle aura été enterrée au congrès d'Olten, mais elle ressuscitera au premier jour.

Le réfractaire Naine, dans la *Sentinelle*, dit : « il valait mieux que ce soient les thèses qui s'excluent que les hommes, puisque les congressistes n'avaient pas des idées identiques sur le sujet, on s'est arrangé de façon à ce que chacun ait sa thèse et à ce que tous restent bons amis ». C'est ce qui nous explique comment la thèse IV a pu être votée à l'unanimité alors que la thèse II était repoussée par une minorité de 35 voix.

Le réfractaire Naine, fait sans le vouloir et sans le savoir au surplus, la plus violente critique que l'on puisse faire des congrès. Ils sont bien en définitive l'émasculation des individus, au profit des plus bavards et des mieux soutenus. On peut se demander comment un homme qui a refusé l'accomplir son service militaire ou une partie de ce service peut faire de son accomplissement un devoir à ses concitoyens. C'est cependant le cas de cette fameuse motion IV et celui du réfractaire Naine. Mais ne nous appesantissons pas sur certaines pratiques qui soulignent trop fortement le *mal politique* dont souffre notre époque. Cependant l'optimisme de ce membre de la ligue antimilitariste suisse ne s'appuie sur rien de véritablement fondé. La ligue a été démolie tout simplement par l'acceptation de la quatrième motion en contradiction, du reste, avec la précédente. Nous verrons par la suite si l'exclusion des individus n'est pas la conséquence logique de l'exclusion de leurs idées.

Il semble que le vote à l'unanimité de cette quatrième question ait été le résultat du discours Greulich. Nous trouvons il est vrai dans le *Peuple* une phrase qui nous laisse entrevoir que l'unanimité se trouvait quelque peu diminuée : « Vu l'heure avancée, de nombreux camarades se sont déjà retirés ». Espérons à l'avantage de la logique que les 35 voix de la motion n° II, se trouvaient parmi ce dernier contingent, bien que les déclarations du réfractaire amendé ne nous en laissent guère l'espoir.

Le discours de Greulich dont on a fait un monument, nous semble plutôt être la fin d'une équivoque. Il peut se résumer ainsi. La bourgeoisie est le régime qui nous divise le moins, travaillons à sa consolidation. Du reste, depuis que Greulich est né à la politique, il n'a jamais fait que de démontrer la faiblesse du prolétariat vis-à-vis de la classe possédante sans jamais essayer d'appeler le peuple, par l'éducation du milieu, à une plus robuste santé. Cet homme qui s'est empressé de lâcher l'outil pour vivre en fonctionnaire sur la maigre pitance des travailleurs pour commencer, et sur le budget fédéral pour finir, a toujours tenu depuis trente ans que nous le suivons dans ses campagnes d'endormeur, les mêmes propos réactionnaires. Il a fallu tout le respect de l'éducation allemande pour les individus et la discipline imbécile qui en est la conséquence, pour que cet homme conserve ainsi une autorité incompréhensible, vraiment, sur son milieu.

Le discours de Greulich est un salmigondis sans pareil. Beaucoup de petits faits pour démolir dans l'esprit des auditeurs les idées des adversaires à combattre. Puis, l'on ne saurait y échapper, de la métaphysique marxiste, du matérialisme historique et des phrases clichées qui, prises à la lettre, devraient nous empêcher tout mouvement de pensée et d'action dans l'attente du développement historique du système capitaliste. Phrases de pseudo-savants, dont tous les disciples de Marx se gargarisent depuis sa mort. « Ce sont les faits économiques qui sont les facteurs premiers et non point nos représentations ou notre pensée ». Très bien, mais pourquoi dès lors un congrès, pourquoi un parti et surtout pourquoi de la politique ? Attendons simplement le développement de ces faits économiques qui doivent arriver, par la concentration capitaliste, à un point unique d'action sur lequel l'Etat mettra la main. La prétention des socialistes de cet acabit est précisément de préparer par la conquête des pouvoirs publics le terrain de cette dernière évolution des formes capitalistes et de cette action décisive de l'Etat bourgeois. C'est le chat qui joue avec la souris et qui attend tranquillement le résultat final.

Quelle naïveté, plus voulue que réelle, pour empêcher le peuple de se livrer à une action contre ses maîtres économiques ! Comme si les capitalistes avec les Etats, appuyés les uns contre les autres, ne consolident pas chaque jour l'édifice, comme si les conséquences fâcheuses du système n'étaient à tout instant atténuées par les Parlements dans la mesure immédiatement nécessaire. Du reste la concentration capitaliste s'opère dans le matériel de production, dans l'outillage, dans les moyens d'échange, mais les résultats, les bénéfices sont autrement répartis que dans le passé ; plus d'individus retirent des bénéfices sous forme de rente, d'intérêts, de dividendes que jadis. Le nombre des gens fortunés augmente et, à un dégré quelconque, ils forment une ligue compacte, aux nombreux moyens de compression, arrêtant l'évolution des idées et semant dans le peuple la peur du changement. C'est la réserve qui maintient en bas l'esprit du statu quo, alors qu'en haut se corrigent les écarts du système. Et les socialistes à la Greulich participent à cette action défensive des intérêts capitalistes.

Le nationalisme dont ils se réclament n'est pas autre chose encore que la conservation du privilège économique de la classe capitaliste dans les formes politiques qui en favorisent le libre accroissement. Que vient faire ici le « procès qui a mis des siècles à se développer et qu'on ne peut supprimer d'un trait de plume ou par une phrase ? » Greulich entend par là les

formes politiques, puisque toute la suite de son discours n'est qu'un long panégyrique des avantages du pays suisse, allant même, ô triomphe inattendu du chauvinisme ! jusqu'à ne « point vouloir changer les lois d'assurances allemandes contre l'absence de tous droits pour les ouvriers ». Comment donc, mais ces assurances étaient-elles au moins assez recommandées par Greulich et ses amis jadis, mais, aujourd'hui, il est vrai qu'elles montrent un déficit profond et irrémédiable, ces bonnes assurances allemandes. Mais les droits des ouvriers en Suisse sont-ils moins contestés qu'en Allemagne ? Le Tribunal fédéral n'a-t-il point, à la suite du conflit des monteurs de boîtes de la Chaux-de-Fonds, supprimé, par un jugement de défense de classe, le droit de grève et les droits qui la préparent ? Toute une jurisprudence n'est-elle pas éclose, dans un but de protection patronale, pour neutraliser l'influence syndicale et les revendications ouvrières ? Il est vrai que c'est avec l'aide des politiciens du socialisme que pareille situation a été créée. Que pourrions-nous bien encore revendiquer que ne possédassent pas les ouvriers des pays monarchiques ou qu'ils n'aient perdu comme nous ?

Matériellement, la classe ouvrière peut-elle se déclarer satisfaite et pouvons-nous dire que la population de la Suisse soit mieux partagée que celles des autres pays ? Le dirions-nous que la tuberculose, la dégénérescence physique constatée par les médecins sanitaires à l'incorporation répondraient immédiatemeni à ce mensonge du chauvinisme national. Il a fallu que le gouvernement ait besoin du bétail humain pour que pareille constatation fût faite. Le jour où il se fera une enquête sérieuse sur la nourriture des gens nous verrons ce que vaut l'alimentation en Suisse. Il est vrai que le juge Otto Lang, discoureur du congrès d'Olten, semble ne pas croire que le peuple puisse se battre pour la question du ventre, mais il le voit marcher comme un seul homme pour la défense nationale, pour la défense de ce que Greulich appelle sans pouffer la *communauté nationale*.

Ah ! les charlatans ! Auront-ils assez menti au peuple pour lui dorer ses chaînes et lui faire prendre sa misère en patience !

Il faut voir avec quel zèle Greulich démolit l'internationalisme pour défendre le patriotisme. Alors interviennent la kyrielle de ceux qui, en Allemagne, en France et ailleurs, faisant de la politique, ont été entraînés par elle aux déclarations chauvines. Que signifient alors ces congrès internationaux, ce bureau international devant servir de lien entre pays ? Rien, rien, absolument rien et nous nous en doutions ! Vulgaire tromperie derrière laquelle s'exécutent les trahisons nationalistes.

Ce que la ligue antimilitariste avait de meilleur en soi, le parallélisme de son action contre le militarisme et contre le système capitaliste qu'elle ne disjoignait pas de son programme, est bafoué, traîné aux gémonies. C'est elle qui est la cause des désastres électoraux du 29 octobre dernier. Haro sur elle, et tous les blackboulés de cette défaite mémorable d'appuyer les amers reproches du fonctionnaire Greulich. Dès lors, ce défenseur masqué de la bourgeoisie, entasse statistique sur statistique pour démontrer que le renversement du régime capitaliste est absurde, que le fait seul d'en parler est nuisible aux intérêts du socialisme politique. Dix industries fournissent les 571 millions de l'exportation nationale. « En quel endroit pouvons-nous jeter la bourgeoisie par dessus bord ? Dans laquelle de ces dix industries la classe ouvrière est-elle prête à entreprendre la production et à la diriger ? Est-ce dans la broderie avec son infime contingent d'ouvriers organisés ? Est-ce dans l'industrie horlogère ? »

Mais jamais ni Greulich ni ses amis n'ont dit un mot aux ouvriers de nature à leur faire envisager les nécessités de l'expropriation. Tous ceux qui ont entrepris cette propagande nécessaire, urgente, ont été vilipendés par tous les socialistes électoraux avides de succès numériques et non pas d'idées. Le crime inexpiable de la Ligue ayant été de montrer l'ennemi principal dans le système capitaliste, Greulich en souffre comme d'une offense personnelle. Dès lors que viennent faire ici ces questions dont la résolution sera l'œuvre d'une propagande intense d'action et d'idées, lorsque les courtisans de la bourgeoisie seront démolis dans l'esprit du peuple ?

En résumé le congrès d'Olten nous a montré plus que jamais le recul de l'idée socialiste devant le marché honteux de la politique, et Greulich aura été le meilleur artisan de cette régression socialiste. « Ne faisons rien afin que le paysan, c'est-à-dire le nombre, vienne à nous ! » Tout le socialisme officiel se trouve dans cette négation de toute action qui n'est pas l'action électorale. Et c'est pour attirer une masse amorphe qu'il faut se bien garder d'être socialiste. Bon électeur et cela suffit.

C'est la fin de l'équivoque socialiste, pour ceux du moins qui savent discerner la pensée initiale des faits. La bourgeoisie peut dormir tranquille. Elle n'a pas d'ennemis, mais des concurrents dans ces chefs socialistes qui n'attendent d'elle qu'une conception plus large du sacrifice à faire pour les recevoir en plus grand nombre dans son sein.

Quelle décrépitude des hommes et des idées ! Mais le peuple demeure avec ses forces en réserve. C'est à lui toujours qu'il faut revenir, afin que les événements futurs le trouvent prêt à cette expropriation que bafouent le fonctionnaire Greulich et ses amis.

G. H.

L'ORGANISATION

XII

La révolte des travailleurs en tant que salariés ne saurait suffire, il nous faut l'envisager aussi en tant que soldats. Certains incorrigibles politiciens se serviront immédiatement de cette affirmation, afin de prouver la nécessité absolue pour nous de les suivre sur le terrain électoral. Mais, même en dehors de toute théorie et de tout raisonnement, un faisceau formidable de faits est venu prouver le bien-fondé de notre tactique anti-parlementaire et extra-légale, aussi ne croyons-nous pas devoir répondre ici une fois de plus à cette objection.

Les grands mouvements historiques se produisent à la suite de tout un nouvel ordre d'intérêts qui, arrivé à la conscience de son existence, cherche à se réaliser violemment dans les faits. La propagande révolutionnaire doit opposer ces intérêts à ceux prédominants, sans chercher aucune conciliation, adaptation ou transaction. Ainsi, il ne peut et il ne doit y avoir pour nous aucun droit du capital, mais uniquement le droit universel du travail. Nous savons très bien qu'aussi longtemps que la crise résolutive n'aura pas éclaté, nous serons forcés de reconnaître dans la pratique de chaque jour le privilège capitaliste, mais du moins, à aucun instant, ne le justifions pas aux yeux des déshérités et considérons comme légitime toute révolte qui se produit contre lui. Précisément, parce que, pendant une période plus ou moins longue, notre propagande ne peut être en grande partie que théorique, il est nécessaire que nos affirmations soient des plus nettes et des plus précises, c'est-à-dire susceptibles de frapper et de secouer la masse des indifférents.

Il est devenu de mode aujourd'hui de parler à tout propos d'organisation et uniquement d'organisation, en attendant laquelle l'inaction est de rigueur ! Les peureux et les sages, afin de nous prouver combien le jour de notre émancipation est encore éloigné, insistent sur le fait que le peuple encore désorganisé ne peut s'attaquer à un pouvoir parfaitement organisé. C'est ainsi qu'ils prétendent que l'organisation prolétarienne tardant à se développer, ce serait folie que de parler pour le moment de révolution.

Ces endormeurs oublient que l'histoire nous enseigne que, dans le passé, les révolutions se sont produites le plus souvent à la suite de la désorganisation des anciennes classes, alors qu'une nouvelle n'était presque pas organisée ou, en tout cas, ne l'était que dans sa minorité. Et d'ailleurs, si l'on réfléchit que l'organisme bourgeois est maintenu essentiellement par l'armée, la désobeissance des prolétaires soldats parait devoir amener à elle seule la chute du régime actuel. Il est vrai qu'une fois à terre, il ne tarderait pas à se reconstituer, si un organisme nouveau ne pourvoyait immédiatement aux besoins essentiels de la vie, à la consommation, à la production et à l'échange. Et c'est précisément là la tâche que les organisations de métiers doivent se préparer à remplir.

Il est temps pour toutes les corporations, les syndicats, les fédérations et les unions ouvrières, d'inscrire dans leur programme la propagande antimilitariste.

Il ne sert pas à grand'chose de donner son adhésion à l'organisation prolétarienne, si l'on n'est pas décidé et si l'on ne se prépare pas à la refuser à l'organisation bourgeoise. En Suisse nous avons eu l'exemple de grévistes qui, appelés du jour au lendemain à prendre les armes contre leurs camarades en grève, malheureusement obéirent. Il leur eût semblé une énormité de se servir de ces armes pour eux-mêmes, pour la défense de leurs propres intérêts, cependant qu'ils se montrèrent prêts à le faire pour défendre ceux de leurs patrons.

La masse, dont l'éducation socialiste et révolutionnaire est insuffisamment développée, aurait certainement protesté violemment contre ceux qui se seraient rendus au travail et aurait même cherché à les empêcher de s'y rendre, mais contre ces kroumirs en uniforme on n'a encore rien tenté. Et cependant, entre celui qui met son travail au service du patron et celui qui y met les armes les plus meurtrières, quel est le plus kroumir ?

Nous comprenons qu'il y ait des hommes, lesquels ayant horreur de la violence refusent d'y recourir ; mais, dans ce cas, s'ils la condamnent quand elle est exercée par les grévistes pour eux, ils doivent de même la condamner lorsqu'elle est dirigée contre eux ; leur devoir imprescriptible est donc de refuser le service militaire.

Aussi longtemps que comme membres de l'organisation bourgeoise, nous serons prêts non seulement à lui donner tout notre travail quotidien, à payer toutes les taxes qu'elle voudra nous imposer, mais aussi à exercer la violence pour elle comme soldats — il est évident que nous pourrons donner bien peu de chose à l'organisation prolétarienne et que la première dominera entièrement celle-ci.

Le syndicalisme, nous le répétons, devient chose absolument vaine, s'il ne va de pair avec l'antimilitarisme. Il pourra tout au plus nous procurer quelques minimes concessions, réduites le plus souvent à zéro par suite de leur répercussion sur l'ordre économique actuel, mais toutes nos revendications vraiment importantes seront toujours repoussées.

Les révolutions du passé ne furent triomphantes que lorsqu'une partie des soldats se décidèrent à faire cause commune avec le peuple et levèrent la crosse en l'air. Il ne suffit pas d'enseigner aux travailleurs à ne pas faire œuvre de kroumirs en travaillant à la place de ceux qui font grève, il faut leur faire comprendre qu'ils ne doivent pas endosser l'uniforme. Le fait de se sentir défendu par l'armée est ce qui encourage le plus les capitalistes dans leur intransigeance, sachant ainsi pouvoir affamer impunément leurs salariés.

La Confédération Générale du Travail de France, s'inspirant des idées que nous venons d'exposer, a commencé depuis plusieurs années une active propagande antimilitariste au sein des syndicats, et à propos de la guerre russo-japonaise elle avait proposé au Secrétariat international de résistance, une entente pour refuser tout travail tendant à soutenir la guerre, mais on ne voulut pas même discuter une semblable proposition. Et cependant, il est certain, par exemple, que si la flotte russe n'avait pas trouvé de nombreux travailleurs dans les nations neutres pour lui fournir le charbon, elle n'aurait pu arriver en Extrême-Orient et une cruelle catastrophe aurait été ainsi évitée. Il en a été de même, lorsque à la suite des bruits de guerre franco-allemande, le camarade Griffuhles de la Confédération Générale du Travail de France se rendit en Allemagne pour s'entendre avec les organisations ouvrières et fut éconduit de la façon que l'on sait. C'est pour nous un devoir impérieux de mettre à profit tous les moyens et toutes les occasions pour ne pas participer à l'œuvre monstrueuse du militarisme, qui seule permet le maintien de l'ordre social actuel.

L'organisation bourgeoise, si formidable à première vue, précisément parce qu'elle s'appuie sur la force armée, apparait dans toute sa faiblesse à qui constate que la bourgeoisie règne grâce à une force qui ne lui est pas propre, mais est constituée essentiellement par les prolétaires.

Sa puissance réside donc en grande partie dans notre soumission au militarisme, et ce n'est qu'en déconseillant cette obéissance, en augmentant toujours plus le nombre des déserteurs et des réfractaires, que nous pourrons affaiblir son organisation, favorisant par cela même l'action syndicale pour l'émancipation commune.

L. B.

Chronique Genevoise

Style et mentalité socialistes. — En lisant le *Peuple* force nous est de reconnaître avec Buffon que le style est bien le signalement moral de l'homme. M. Jean Sigg, dont on reconnait facilement la faconde et le vide (beaucoup de vide), nous a donné dans un des derniers numéros de sa feuille ses impressions de voyage (Genève-Olten). C'est fin, pétillant de grâce et d'esprit, comme bien vous le pensez, venant d'un tel homme. En route pour un congrès socialiste devant traiter une des plus graves question de l'époque, vous supposez tout naturellement que le chef du parti socialiste genevois unifié est préoccupé de ce qui va se dire et se décider là-bas ; son front, lourd de pensées, doit être surchargé encore des responsabilités du parti, dont il a mission, de par son emploi, de mener les adhérents vers les solutions opportunistes. Puis, abstraction faite de ces graves soucis qui vont heureusement prendre fin avec la clôture du congrès, le sort des travailleurs, dont les plaintes ne cessent de s'élever en prenant toutes les formes, doit le tenir en continuel émoi. C'est d'eux, toujours d'eux, qu'il doit s'entretenir avec ses amis, les délégués secondaires du parti, destinés plutôt à l'entourer dignement qu'à partager avec lui les incertitudes du moment.

Et bien, vous n'y êtes pas, esprits moroses, qui voyez la tristesse partout. Le « grand travailleur » est au contraire de bonne humeur. Il a banni tous les soucis pour se montrer à ses amis dans sa gloire rayonnante de dirigeant. Il place à chaque instant des bons mots, des traits d'un esprit alerte et aiguisé comme Petit-Poucet plaçait des cailloux pour retrouver sa route.

Quelques plaintes sans doute échappent à ses lèvres plus souvent louangeuses, mais c'est pour mieux alterner ses piquantes observations. Ah ! la lenteur des trains fédéraux, voilà de quoi assombrir les dithyrambiques réclames de M. Milhaud !

Ailleurs, c'est une exclamation à réveiller d'entre les morts le maréchal-président : « C'est étonnant ce qu'on a recrépi et vernissé, depuis quelque temps, d'un bout à l'autre de la Suisse ! » Monsieur voyage beaucoup, sans doute, aux frais de la princesse et c'est nous qui payons ? Employé de la Confédération, section des rapports sur le mouvement ouvrier, cela permet les longs voyages de découvertes. Comme on le voit, ce n'est pas de l'argent mal employé.

Je vous fais grâce des plats compliments aux amis de la Suisse allemande. Mais voici le congrès. Notre narrateur jette un regard circulaire sur la salle et notes ses impressions :

Non loin de Fürholz, de Soleure, voici Greulich, le vétéran, l'ancêtre (*le pithécanthropus, sans doute ?*), dirai-je, à la vue de ce front vénérable qu'auréolent de longs cheveux blancs et de cette physionomie tourmentée, si caractéristique, où les yeux de myope, embroussaillés sourcils, où la bouche impérieuse, dans la barbe neigeuse, accuse l'énergie du lutteur jamais lassé. Demain dimanche, cette bouche va prononcer, une fois de plus, les paroles décisives qui déchaînent l'enthousiasme.

Puis, voici Brandt, rédacteur du *Grütlianer*, et Rapin, aux regards pleins de pensées, que lentement caresse, d'un geste familier, sa barbe d'or, et Beyeler, toujours élégant, fringant, ruban de lorgnon prince de Sagan, et encore Gavillet, notre excellent confrère du *Grütli*, et enfin Brüstlein, le géant débonnaire, dont la chevelure bouclée, le visage plein, rappelle d'une certaine manière Favon.

Mais où sont les ouvriers ? Il n'y en a pas sans doute ou, perdus dans leur modestie, ils ne sauraient intéresser M. Jean Sigg, le « grand travailleur ». Nous avions les « fortes paroles de M. Wulschleger », voici, pour faire pendant, les « paroles décisives » de M. Greulich.

Mais remarquez, ouvriers, mes frères, comment ces choses sont dites. Ah ! qu'il est heureux de se trouver en si bonne compagnie, notre secrétaire-ouvrier ! C'est l'aristocratie du socialisme suisse, le dessus du panier. C'est égal, je donnerais bien dix sous pour voir la barbe d'or de Rapin caresser ses regards pleins de pensées. Ça ne doit pas être banal et je ne regretterais sûrement pas mon argent. Et personne pour présenter dans un aussi sélect entourage le svelte Jean Sigg ! Pauvre sacrifié !

Eh bien, les voilà les représentants du socialisme officiel, les voilà les exploiteurs du peuple qui ont fait du socialisme un simple moyen de parvenir ; les voilà ces hommes vendus ou à vendre qui espèrent tirer de ce congrès le pardon du Conseil fédéral et la certitude des places futures.

Quel plaisir l'on aurait à faire passer par la fenêtre, à coups de trique, les représentants du socialisme officiel, du pithécanthrope Greulich au mastodonte Jean Sigg.

G. H.

Chronique antimilitariste

Devant l'extention que prend le mouvement révolutionnaire et devant les progrès immenses de l'antimilitarisme en France, la bourgeoisie commence à s'émouvoir. La presse quotidienne pousse des cris d'orfraie et réclame des mesures énergiques contre les propagandistes. Hélas, en ce moment le gouvernement est débordé. Il avait cru frapper à mort l'antimilitarisme, lorsque en décembre il condamna 26 camarades signataires de l'affiche de l'A. I. A. Cela a été un coup de fouet ; jamais auparavant la propagande n'avait atteint une pareille intensité comme depuis cette canaillerie. Les camarades ont répondu au verdict en jetant à la face de leurs ennemis une nouvelle affiche pareille à celle incriminée, mais cette fois-ci munie pour la cause de 2317 signatures. La clique dirigeante est dans le désarroi. Comme il lui est matériellement impossible d'intenter un procès à un nombre pareil d'accusés lesquels se posent encore en accusateurs, elle frappe au petit bonheur. Le gouvernement a été averti que s'il daignait intenter des poursuites aux nouveaux signataires de l'affiche, il s'en trouverait encore quelques milliers pour lui faciliter la besogne. Alors il a recommencé les perquisitions et les arrestations d'individus isolés, c'est plus crâne et moins compliqué.

Arrestation d'Albert Monneret, gérant du vaillant *Pioupiou de l'Yonne*, Hella Algis, typographe, tous deux pour provocation à la désertion, ensuite de distribution de manifestes et brochures antimilitaristes aux soldats en garnison à Auxerre. Des soldats du 8e colonial à Toulon qui chantaient dans les rues des hymnes révolutionnaires et criaient : Vive l'anarchie ! A bas l'armée ! sont arrêtés, emprisonnés. Malgré toutes les menaces ils se déclarent solidaires des 26 condamnés de l'affiche antimilitariste. La mutinerie persistant et les cris de révolte ne cessant pas, sept de ces soldats sont pris dans le tas et emmenés sous bonne escorte aux casemates du Fort Malgue. Le numéro du 15 février de la *Voix du Peuple*, affecté spécialement à l'armée, est brutalement supprimé, poursuivi et saisi. Des brigades d'agents sont lancées dans les gares, afin de mettre la main sur les envois pour la province. Les locaux de la Confédération Générale du Travail ont été envahis par 50 policiers qui y ont saisi la liste des abonnés du journal ; le *Conscrit*, organe antimilitariste, a été saisi en plusieurs endroits par ballots. Séraphine Pajaud, en tournée de conférences, est arrêtée sur mandat du juge d'instruction de Montluçon pour insultes à l'armée et apologie de faits qualifies crimes. Léon Rossignol, marchand de vin à Auxerre, est arrêté pour avoir poussé à la désertion des soldats du 4me régiment en garnison. Cela n'a pas empêché les camarades de cette ville de faire passer par dessus les murs de la caserne des monceaux d'écrits antimilitaristes.

Si les représentants de la bourgeoisie croyent par tous ces moyens fortifier l'idée de patriotisme au sein de la classe ouvrière, peut être bien qu'ils se trompent.

R.

Dernière nouvelle. — Le Conseil fédéral vient de prendre un arrêté contre la propagande antimilitariste faite par des étrangers. C'est la réponse à la circulaire de l'Association internationale antimilitariste annonçant son prochain congrès. Les journaux socialistes et bourgeois, priés par le Conseil fédéral, n'en avaient pas soufflé mot dans l'attente de cette nouvelle restriction de la liberté de penser, d'écrire et d'agir. Nous publierons cet arrête dans notre prochain numéro avec les commentaires obligés.

Le prochain numéro, vu l'état de caisse, ne paraîtra que le SAMEDI 10 MARS.

Rendiconto amministrativo settimanale

Entrate

Vendita giornali ed opuscoli :

Genève, 5.35 — Hochdorf, 10.95 — Lausanne, 7 — Lucerne, 18.60 — Vevey, 4 — Villeneuve, 2. Totale 47.90

Abbonamenti :

Camerino, B. M. 3 — Novaggio, G. A. 3. Totale 6.—

Contribuzioni valonlarie ;

Genève, Pinceau 10 Totale 10.—

Totale entrate al 22 Febbraio 63.90

Uscite

Déficit 655.25

Composizione e tiratura del N. 160, 2400. . . . . 96.—

Spese postali per Corrispondenze e spedizioni . . . . . 28.—

Totale uscite al 15 Febbraio 779.25

Déficit 715.35

IMP. V. REINERT, GENEVE 10